



LOI D'ORIENTATION, REFORME DU BAC, REFORME DE LA VOIE PROFESSIONNELLE **Un même objectif : la destruction de l'Education Nationale.** **Abrogation !**

Le Ministre de l'Education Nationale a présenté, le 28 mai 2018, des orientations pour « *transformer le lycée professionnel* ».

Les organisations syndicales CGT- Educ'action 29, SNALC 29, SNFOLC29, SNETAP-FSU 29, SNUEP-FSU 29, SUD Education 29, CGT Enseignement privé se sont réunies le 2 juillet 2018.

Elles considèrent qu'après la réforme du BAC et la loi ORE, le projet de réforme de la voie professionnelle s'inscrit dans une logique d'austérité du gouvernement. Elle vise à :

- supprimer des milliers de postes de PLP
- à détruire la voie professionnelle sous statut scolaire.

La réforme de la voie professionnelle prend appui sur le développement des campus des métiers. Elle fait suite à la désastreuse réforme du Bac-Pro 3 ans responsable de la suppression d'un quart des postes en LP.

Elle s'inscrit dans le projet de loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui a pour objectif de transformer les LP en centres d'apprentissages, en y créant des unités de formation par apprentissage.

Il s'agit aussi, à moyen terme, de détruire le statut des PLP et de placer la voie professionnelle sous la coupe du patronat qui pourra décider des référentiels d'activités, créer de simples blocs de compétences locaux en lieu et place de diplômes nationaux.

Les organisations syndicales refusent la baisse des horaires disciplinaires :

Le ministère prévoit la mise en place d'une seule grille horaire, ce qui annonce une perte considérable d'heures et de postes dans les LP.

Au contraire, elles revendiquent le retour au Bac Pro 4 ans et aux grilles horaires qui y correspondaient (grilles antérieures à celle du Bac Pro 3 ans généralisé en 2009).

Elles s'opposent au principe de « co-intervention » en enseignement professionnel, en Lettres et en Maths/Sciences, aux dispositifs d'heures fléchées pour la consolidation de l'AP et de préparation à l'orientation. Ces dispositifs sont synonymes de destruction de l'enseignement disciplinaire et de nouvelles pertes horaires.

Elles refusent la mise en place de 2ndes « à famille de métiers » qui visent à faire des classes de 2nde Bac Pro des classes préparatoires à l'apprentissage et donc à transformer l'actuel Bac Pro en Bac Pro 2 ans. L'examen s'en trouverait une nouvelle fois fortement dévalorisé. Le projet annonce aussi la fin des BAC STMS et STMG par leur fusion avec les Bac Pro ASSP et Gestion Administration.

Les organisations syndicales CGT- Educ'action 29, SNALC 29, SNFOLC29, SNETAP-FSU 29, SNUEP-FSU 29, SUD Education 29, GT Enseignement privé s'opposent au mixage des parcours et des publics.

Elles s'opposent au mixage des temps de formation en CAP qui regrouperait des élèves de CAP en 1, 2 ou 3 ans dans une même classe, dont l'objectif est de supprimer des heures disciplinaires donc des postes de professeurs.

Les organisations syndicales apportent tout leur soutien aux personnels des établissements qui luttent contre la mise en place de l'expérimentation d'intégration d'apprentis dans les classes d'élèves sous statut scolaire. Elles appellent les Professeurs de Lycée et de Lycée Professionnel à s'organiser pour empêcher la mise en place du projet ministériel sur la voie professionnelle.

Mardi 11 septembre

- **Réunion intersyndicale** ouverte à 17h30 à la Maison du Peuple à Brest

Mardi 18 septembre

- **Heures d'Informations Syndicales** afin de discuter des réformes et de leurs conséquences dans les établissements finistériens pour les personnels et les élèves.
- **AG** à 17h30 à la Maison du Peuple à Brest